

Télérama

Rubrique :	Pge : 22-24	
	1/3	

Recherche

La France a-t-elle encore une politique scientifique ?

Budgets en baisse, lourdeur des institutions, exigence de résultats à court terme, désaffection des candidats à la carrière de chercheur : les cris d'alarme se multiplient sur l'avenir de la recherche en France, dans un contexte de concurrence internationale. Question de projet politique ? Désarroi d'une recherche fondamentale qui peine à satisfaire les demandes de la société ? A moins que la science elle-même, avec l'explosion des biotechnologies, n'ait changé de nature et de rôle...

« La France ne possède plus de politique scientifique. [...] Distancée sur la scène internationale, au cœur des recompositions européennes, la recherche française court désormais le risque d'un affaiblissement irrémédiable à l'intérieur des frontières nationales. » Tel est le constat sans appel dressé par une cinquantaine de chercheurs français, toutes disciplines confondues, dans un ouvrage collectif, *Quel avenir pour la recherche ?*. La charge est sévère, elle dit surtout l'inquiétude. Il est vrai que les indicateurs censés évaluer le dynamisme de la recherche hexagonale, aussi imparfaits soient-ils, n'incitent pas à l'optimisme. Prenons les dépôts de brevet : la France se place en avant-dernière position en Europe, devançant le Portugal d'une courte tête. Dans le rouge également, le volume de publications et, surtout, leur impact (c'est-à-dire le nombre de citations, en chute libre depuis 1985). Idem pour le nombre de chercheurs rapporté à la population active (la plus faible augmentation pour la France, juste devant l'Italie) ou encore celui des prix Nobel qui se raréfient. L'inexorable réduction des fonds publics, depuis les années 80, n'arrange rien, comme en témoignent encore les restrictions budgétaires décidées par le gouvernement Raffarin (à peine 2,1 % du PIB consacré à la recherche).

Voilà de quoi alimenter tous les discours entendus ces derniers mois sur le « déclin », le « suicide » de la recherche française et de cette « vieille » Europe qu'incarnerait notre pays (pour le coup, la population des chercheurs est effectivement vieillissante, avec 47 ans de moyenne d'âge dans les organismes publics hexagonaux). Car pendant ce temps, l'écart avec le géant américain se creuse. C'est surtout ce qui préoccupe,

dans un contexte international ultra-compétitif et où la vraie domination se joue sur la maîtrise technologique et scientifique. La stratégie hégémonique des Etats-Unis, dans ce domaine comme dans d'autres, n'est certes pas nouvelle. Depuis 1945, les Américains ont fait de la recherche une véritable machine de guerre (au sens propre !), puissante et ultra-efficace, au service d'intérêts tant économiques que stratégiques et militaires. La « guerre froide », la « coexistence pacifique », la « lutte contre l'empire du mal » et la « guerre des étoiles » ont été les mots d'ordre successifs de cette mobilisation constante. Depuis le 11 septembre 2001 et la nouvelle « guerre contre

l'axe du mal et le terrorisme », les crédits fédéraux ont carrément explosé. Qu'on en juge : d'ici 2004, 122,5 milliards de dollars auront été consacrés à la recherche et au développement, dont 54 milliards pour le seul secteur militaire (soit, pour ce dernier, cinq fois plus que les Européens) ! Aujourd'hui, les Etats-Unis investissent à eux seuls plus que l'Europe et le Japon réunis, celui-ci consacrant pourtant 3 % de son PIB à la recherche (le plus fort taux au monde).

C'est dire si les enjeux ne sont pas simplement financiers. « La recherche est une politique, affirme l'historien Vincent Duclert. Le problème, c'est que nous ne la voyons pas se mettre en œuvre. Or, on sait bien que c'est la recherche qui dessine l'avenir des Etats. » Le constat est d'autant plus douloureux que cette politique a existé en France, dans un âge d'or dont les chercheurs ont encore la nostalgie. « Deux hommes d'Etat l'ont voulue : Mendès France l'a conçue et amorcée ; de Gaulle l'a adoptée, appliquée et amplifiée pendant dix ans, rappelle Jean-Louis Crémieux-Brilhac, l'un des organisateurs du colloque de Caen de 1956, qui conduisit notamment à la création de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST), préfiguration d'un grand ministère. Pour l'un comme pour l'autre, cette politique avait sa cohérence dans une vision plus large. Pour Mendès France, dans le cadre d'un programme d'expansion, d'indépendance économique et de promotion démocratique ; pour de Gaulle, dans le cadre d'une politique de grandeur. »

Télérama

Rubrique :	Pge : 22-24
	2/3

En fait, c'est tout le modèle du système de recherche français et du fonctionnement des grands organismes comme le Centre national de la recherche scientifique (CNRS créé en 1939) qui serait aujourd'hui en crise. Depuis quarante ans, assène François Jacob, prix Nobel de médecine, « *le monde a changé. Les sciences ont changé. A la structure légère de la DGRST a succédé une lourde machine ministérielle avec toute la pesanteur de l'administration. Le nombre des fonctionnaires a été multiplié par dix. La papérasse, par cent* ». Les problèmes financiers, estime Philippe Kouriisky, directeur de l'institut Pasteur, ont servi de paravent pour éviter une remise en question des institutions. « *C'est l'architecture même du système qui est bancal. Alors que partout ailleurs les universités sont à la pointe de la recherche, avec des campus dynamiques et performants, les nôtres sont incapables de remplir ce rôle.* » D'où une autre menace fondamentale, selon Christian Bréchet, directeur de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), « *la difficulté à retenir les chercheurs français dans l'Hexagone* ».

Alors que faire ? Augmenter les budgets ? S'aligner sur le modèle américain ? Inventer un modèle européen alternatif ? Les uns appellent de leurs vœux des structures délocalisées, autonomes, efficaces. Autrement dit un système à l'anglo-saxonne, plus compétitif, qui encourage les financements privés (dramatiquement faibles en France) parallèlement aux budgets publics, et pourquoi pas des campus à la française associant universités et instituts de recherche. Tandis que les autres craignent le démantèlement des grands organismes publics et la remise en cause du statut de fonctionnaires des chercheurs, garantie, selon eux, d'une recherche à long terme.

Derrière cette alternative se profile un autre débat idéologique essentiel entre la recherche appliquée et la recherche fondamentale. D'un côté donc, la technoscience, forcément productive et efficace à court terme, assujettie aux exigences du monde industriel, et menée par un nouveau genre de scientifiques, mi-chercheurs, mi-hommes d'affaires. On pense bien sûr aux biotechnologies, avec les géants de la génomique, des OGM et de l'industrie pharmaceutique, qui brevètent à tout crin (le gène de l'asthme est désor-

mais propriété d'Axys Pharmaceuticals, celui de l'obésité de Millennium Pharmaceuticals, celui du cancer du sein de Myriad Genetics et ainsi de suite...). Et de l'autre, face à cette science « privatisée », la science fondamentale dont les résultats ne se mesurent pas à court terme. « *D'une part, la science doit être pure et désintéressée, remarque le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond. D'autre part, elle doit forcément être utile ! Ce double discours n'est pas tenable...* »

Un discours si peu tenable que la science elle-même est en pleine mutation. On pourrait symboliser cette mutation par le passage de la physique des particules – exemple achevé de la recherche fondamentale au sommet de sa gloire dans les années 50-60 – à la génomique, incarnation de la nouvelle science victorieuse dans les médias et l'imaginaire collectif. « *Ce changement n'est pas seulement dû à une autre implication des sciences en société, précise Dominique Pestre, historien. Il tient aussi à un changement de nature des sciences elles-mêmes, à une capacité nouvelle de celles-ci à agir sur le monde et à le transformer irréversiblement.* »

Jamais, sans doute, la science n'a été aussi étroitement imbriquée – et parfois soumise – à la société. Mais faut-il pour autant en conclure qu'elle va mal ? « *Il y a au contraire un foisonnement des recherches en tous sens, y compris en France, conteste Dominique Pestre. Il faut avoir une vision politique et affronter les vraies questions : dans quel contexte politique et économique la science s'insère-t-elle ? Quelle stratégie adopte-t-on ? Où en sommes-nous dans les biotechnologies ?* » Bref, si nous avons tant de mal à évaluer la recherche scientifique, à décider s'il faut un budget de 2 % ou 3 % du PIB, c'est qu'on ne sait plus très bien à quoi, à qui elle sert. Jean-Marc Lévy-Leblond ajoute : « *Je parierais volontiers que d'ici quelques décennies, on caractérisera la période allant du début du XVII^e siècle à la fin du XX^e comme une période exceptionnelle où la science, tout en ayant un impact très fort sur le monde social et économique, a pu simultanément se développer de façon relativement autonome. Je crois que cette ère est terminée.* » Comment redéfinir la place de la recherche dans une société, elle aussi en plein bouleversement ? Le chantier, on le voit, est immense ●

Weronika Zarachowicz

Télérama

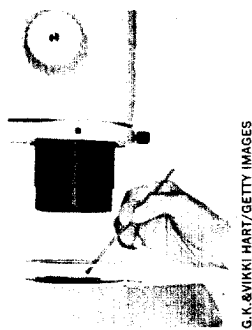
Rubrique :	Pge : 22-24
	3/3

Bibliographie

Quel avenir pour la recherche ?, dirigé par Vincent Duclert et Alain Chatriot. Ed. Flammarion, 2003. *L'Université maltraitée*, de Jean-Hervé Lorenzi et Jean-Jacques Payan. Ed. Plon, 2003. *Le Grand Gâchis*,

Splendeur et misère de la science française, d'Olivier Postel-Vinay. Ed. Eyrolles, 2002. *Science, argent et politique*, de Dominique Pestre. Ed. de l'Inra, à paraître en septembre.

“D'un côté, la science doit être pure, désintéressée ; de l'autre, elle doit forcément être utile. Ce double discours n'est pas tenable.”
Jean-Marc Lévy-Leblond,
physicien



G. M. & VIKKI HART/GETTY IMAGES